



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

17/09/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 297 du 17 septembre 2026.

ÉDITO



Quand la colère monte, faire converger et généraliser les luttes doit être le seul agenda !

Le mécontentement social grandit. Les alaires stagnent, le pouvoir d'achat recule, les services publics se dégradent, retraites attaquées, les conditions de travail se détériorent : les raisons de la colère des travailleurs sont nombreuses. Pourtant, face à cette situation, la direction confédérale de la CGT n'est pas à la hauteur des attentes et de la colère s'exprimant dans le pays.

Le problème n'est pas l'absence de combativité des travailleurs. Dans de nombreuses entreprises et dans différents secteurs, les salariés continuent de se mobiliser, de faire grève et de chercher les moyens de résister aux politiques patronales et gouvernementales. Le problème est plutôt celui de la convergence et de la généralisation des luttes.

Il est impossible de se contenter de multiplier les journées d'action sans lendemain. Les travailleurs ont besoin d'une perspective claire et d'une mobilisation capable de créer un véritable rapport de force sans compromission avec le patronat et le gouvernement.

Pour cela, il faut partir des luttes qui existent dans les entreprises, de les faire converger et de construire progressivement une mobilisation nationale et durable des travailleurs. La colère existe, la volonté de se battre existe. Mais encore faut-il donner à cette colère une perspective et permettre aux travailleurs de devenir les acteurs de leur propre mobilisation.

Cela suppose notamment de partir des revendications concrètes et urgentes des travailleurs : augmentation générale des salaires, défense et développement des services publics, protection sociale, retraite à 60 ans, amélioration des conditions de travail, lutte contre les licenciements et les délocalisations, etc...

Mais cela conduit nécessairement à poser la question du pouvoir économique, de sa concentration entre les mains du capital et de son rapport avec la lutte des classes. Tant que les travailleurs resteront privés de tout pouvoir réel sur les entreprises et sur l'utilisation des richesses qu'ils produisent, les mêmes mécanismes continueront de fonctionner. La question de la socialisation des moyens de production doit donc retrouver toute sa place dans la réflexion et le débat du mouvement politique et syndical. Il s'agit de défendre les secteurs stratégiques et les services essentiels à la population, car on ne peut durablement changer de société sans s'attaquer au pouvoir du capital sur l'économie.

La CGT possède une histoire, une force militante et une implantation considérable. Elle doit aujourd'hui retrouver l'audace de proposer, de rassembler et de construire un rapport de force à la hauteur des enjeux. Les travailleurs n'attendent pas seulement que l'on constate leur colère, ils attendent qu'on leur donne les moyens de la transformer en force collective.

La lutte de classe ce n'est pas nouveau et c'est plus que jamais d'actualité, Karl Marx disait : « *elle est de toute tempête en tous lieux le moteur de l'histoire* ».

Sommaire :

Luttes

- *15 septembre : Enseignement Supérieur et Recherche, Électriciens et gaziers, Personnels de Santé... dans l'action pour les revendications et les salaires*
- *29 septembre : le combat de tous !*
- *Lyon : grève au musée des Beaux-arts*
- *FNIC-CGT victoire de Tymothée*
- *FNME-CGT : contre un licenciement pour port du voile*
- *La mobilisation des salarié-es des dépôts de bus d'Ivry-sur-Seine et de Vitry-sur-Seine et du tramway T9 a été massive*
- *La FNAF-CGT contre la TVA sociale*
- *Mission locale de Mérignac : cinq syndicalistes entraînés en correctionnelle*
- *Mauléon-Licharre (Pyrénées-Atlantique) : manifestation devant l'hôpital contre les suppressions de postes*
- *Haut-Rhin : mouvement social au sein du groupe A68 de transport sanitaire*
- *Marseille : halte à la dégradation du service postal*
- *Les retraités CGT de Paris soutiennent l'action du 29 septembre*

Dossiers ; Économie

- *Schneider Electric va fermer son usine de Chasseneuil-du-Poitou, 145 emplois menacés*
- *Fermeture de sept agences bancaires du Crédit Agricole en Drôme et en Ardèche*
- *Face à la hausse des prix du carburant, plus d'un Français sur quatre doit renoncer à de la nourriture ou des soins*
- *Grenoble, 800 étudiants ont fait la queue pour une distribution alimentaire*
- *Loiret : l'imprimerie Maury en redressement judiciaire*
- *Agriculture : l'exploitation patronale tue.*
- *Rapport annuel 2025 de l'Assurance Maladie*

International ; Solidarité internationaliste

- *Airbus Espagne : une grève historique*
- *Belgique : les recteurs des grandes universités se disent « consternés » par le refus d'accueillir 13 étudiants de Gaza*
- *Helsinki : réunion des secteurs de la construction navale et du démantèlement des navires*
- *Rubio indésirable en Amérique latine : les partis communistes péruviens dénoncent la visite du secrétaire d'État américain*
- *Chine, Russie et Asie Centrale*
- *Jamie Dimon, dirigeant de la banque d'affaires JPMorgan Chase: la puissance du dollar est corrélée à la puissance militaire américaine*

Luttes

15 septembre : Enseignement Supérieur et Recherche, Électriciens et gaziers, Personnels de Santé... dans l'action pour les revendications et les salaires

Ce 15 septembre a été marqué par une série de manifestations et de grèves témoignant toutes à leur façon du profond mécontentement social qui s'enracine et se développe dans le pays. Le patronat et gouvernement s'emploient à démolir les conquêtes sociales, à détruire méthodiquement les services publics et à frapper les salariés et les retraités de mesures contre leurs salaires et pensions, pendant cela les chiens de garde du capital pérorent dans les *media* pour en expliquer le bien-fondé. Selon ces aboyeurs, qu'ils sont anachroniques ces salariés qui défendent leurs conquêtes sociales, leurs salaires, leurs emplois et qui ne veulent pas se faire plumer ! Par contre pas un mot sur les profits records du capital ! Mais ce 15 septembre quelque chose a bougé et ce commencement doit prendre de l'ampleur. Tel disait le tract distribué par le Parti Révolutionnaire Communistes : "*transformer le mécontentement en soulèvement social anti-capitaliste*". En Isère, des actions interprofessionnelles ont eu lieu, en particulier pour l'augmentation des salaires. Ainsi, Pompiers, inspecteurs du travail, chercheurs, soignants... Parmi les rassemblements à l'appel de plusieurs syndicats dans le département - CGT, mais aussi CFDT, Sud ou FO- certains salariés de la santé et du social ont choisi de se mobiliser ensemble ce mardi 15 septembre.

Grève des électriciens et gaziers

La grève des électriciens et gaziers a été massive avec 65% de grévistes et sur certains sites comme à Gravelines 80% et de nombreux rassemblement avec une forte participation et une volonté claire et résolue de crier : pas touche à nos conquêtes sociales, tout en posant la question des salaires.

Rassemblement à Flamanville (Manche)



Ce même jour, les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche étaient dans l'action partout en France contre un budget 2026 conduisant à supprimer des heures d'enseignement comme c'est le cas à Sorbonne Université et un budget 2027 s'annonça pire. Les motivations salariales étaient également présentes. Un salarié nous dit : " *je suis payé 20 euros au dessus du SMIC et je n'y arrive plus*". Les étudiants nombreux ont rappelé par leurs slogans les exigences d'un service public ouvert à tous avec les mêmes droits pour les étudiants français et étrangers. A Paris une manifestation nombreuse et dynamique est partie de la place Jussieu pour s'arrêter au ministère.



ESR en manif, à Paris plus de 1.500

Dans les professions de santé, de nombreuses initiatives ont eu lieu. Ainsi dans l'Aisne, la CGT a tenu un piquet de grève devant l'hôpital de Chauny. Parmi les revendications, « *l'augmentation générale des salaires* », « *l'amélioration immédiate des conditions de travail* » et « *plus de moyens pour l'hôpital public* ».

Piquet devant l'hôpital de Chauny



29 septembre : le combat de tous !

Le 29 septembre, les agents de la fonction publique et des services publics sont appelés à la grève pour les salaires contre l'austérité et la défense du service public. Ce combat est le combat de tous. C'est cet appel que lance la FNIC-CGT en s'adressant aux salariés, soulignant : les services appartiennent à celles et ceux produisant les richesses du pays. Disant non à l'économie de guerre et oui à l'économie sociale, la FNIC-CGT appelle à participer aux manifestations du 29 septembre.

De son côté la Fédération des cheminots appelle à une journée de grève et de lutte interprofessionnelle le 29 septembre¹ pour le service public ferroviaire.

Lyon : grève au musée des Beaux-arts

Vendredi 12 septembre, les agents d'accueil et de surveillance du musée des Beaux-Arts sont en grève à l'appel des syndicats CGT Ville et SUD-CT. Ils dénoncent une dégradation des conditions de travail et une pression constante de la hiérarchie. " *Il nous dénigre, il nous infantilise. Je demande la permission pour aller aux toilettes* "

et pour aller boire de l'eau. Il y a de l'intimidation constamment", confie une gréviste. Elle n'est pas la seule dans cette situation. 40 agents manifestent devant le parvis du musée. Ils protestent contre un manque d'effectifs notamment pendant les épisodes de canicule où le nombre de clients a triplé les jours de gratuité du site. Les agents ne sont pas contre la gratuité bien au contraire. Mais "c'était très mal organisé et ce fut très compliqué aussi pour nos responsables car tout s'est fait du jour au lendemain. On est épuisé", confie agent d'accueil représentant CGT. Les 18 contractuels venant prêter main-forte ne suffisent pas. *"Dans un contexte actuel où l'ensemble des musées en Europe se font cambrioler, ça devient très difficile car nous n'avons pas assez de personnels pour réaliser une surveillance active et nous sommes mis sous pression",* souligne un représentant SUD-CT. La mobilisation va s'élargir aux autres musées de la ville de Lyon et se poursuivra durant les journées du patrimoine.

FNIC-CGT : victoire de Tymothée

La FNIC-CGT annonce la victoire de Tymothée² et la qualifie de victoire contre la répression syndicale : *"Il s'agit donc d'une nouvelle victoire, après celle du Conseil constitutionnel de février dernier, pour toute la CGT dans le dossier de répression syndicale entrepris par Toray contre notre camarade !*

Cette victoire, faut-il le rappeler, est le fruit de la mobilisation depuis 2024 et au-delà par la FNIC CGT contre toutes les répressions syndicales mises en place par le patronat. Ces mobilisations, pour notre camarade Cyrille licencié par Michelin pour son engagement syndical, pour les salariés, licenciés de Bastide Confort Médical licenciés pour avoir fait grève, restent et resteront les éléments indispensables pour la victoire de notre camp contre toutes les attaques de nos exploiters."

FNME-CGT : contre un licenciement pour port du voile

Dans un communiqué du 11 septembre la FNME-CGT appelle à lutter contre les discriminations et l'arbitraire patronal.

" Une salariée du Réseau de Transport d'Électricité a été licenciée en cette rentrée pour sa tenue vestimentaire, une première dans la branche des Industries Électriques et Gazières. Plusieurs années après son embauche, la direction a brusquement décidé que son foulard n'est pas compatible avec la « neutralité » du service public. Cette posture a choqué ses collègues, ils ont manifesté activement leur solidarité. En effet, sa tenue n'a jamais posé de problème dans son travail de chargée d'études en ingénierie. D'ailleurs, la direction n'a motivé le licenciement par aucune raison professionnelle ni aucun préjudice causé à l'entreprise. La concomitance avec les propositions nauséabondes d'interdire le voile dans l'espace public agitant les milieux politiques n'est pas fortuite. RTE s'aligne sur le climat général islamophobe, celui-ci sert à détourner la colère sociale dans une société de plus en plus inégalitaire. Chacun.e peut apprécier les soi-disant « valeurs » dont se réclame l'entreprise publique qui prétendait encore récemment favoriser l'inclusion et la diversité ! En fait, ce licenciement s'inscrit pleinement dans la politique RH autoritaire de RTE voulant contrôler le comportement des salarié.es. Le concept de « neutralité » est instrumentalisé pour interdire toutes les expressions personnelles au travail et assoir l'autorité de l'employeur. La FNME-CGT dénonce la violence de ce licenciement discriminatoire et se tient prête à le contester en justice aux côtés de notre collègue."

La mobilisation des salarié-es des dépôts de bus d'Ivry-sur-Seine et de Vitry-sur-Seine et du tramway T9 a été massive

La CGT-transports dans un communiqué du 10 septembre se félicite du succès de la grève des salariés des dépôts de bus de Vitry et Ivry-sur-Seine et du tramway T9. 500 grévistes ont été recensés. Le succès de ce mouvement démontre la colère et la détermination des travailleuses/travailleurs à ne pas subir les conséquences de l'ouverture à la concurrence. Ce mouvement doit aussi avoir des suites car l'ouverture à la concurrence organise l'éclatement du service public et met les travailleuses/travailleurs en concurrence. La fédération CGT des transports appelle à une semaine d'action du 16 au 20 novembre.

La FNAF-CGT contre la TVA sociale

Pour la FNAF-CGT la TVA sociale c'est NON ! Dans un communiqué du 9 septembre elle s'exprime pour rejeter cette nouvelle forme d'impôt.

Les échéances électorales se rapprochant, le patronat remet sur le tapis la Tva sociale, soutenu par les forces réactionnaires de droite, d'extrême droite et social-démocrates. L'antienne de « *l'allègement des charges qui pèsent sur le travail* » court sur toutes les ondes. Cet « *allègement* » serait compensé par une Tva dite « *sociale* », soit un impôt le plus injuste puisqu'il est payé par tout le monde quel que soit le revenu. Quelques vérités méritent d'être rappelées. En premier lieu, « *l'allègement* » exigé par le patronat coûte déjà 90 milliards à la collectivité en exonérations de cotisations sociales annuelles passées sous silence.

En second lieu, le patronat est pris dans les contradictions inhérentes au système capitaliste. La pression sur les salaires et la baisse du pouvoir d'achat réduisent les débouchés et plombent la croissance économique. Le patronat refuse d'augmenter les salaires ce qui se traduiraient automatiquement par une baisse de ses profits. Depuis plusieurs décennies, le partage des richesses créées par les salariés se fait à leur détriment et vient grossir les dividendes versés aux actionnaires. Donc, la fausse solution avancée par le patronat pour soi-disant augmenter les salaires serait de réduire les cotisations sociales.

En troisième lieu, tous ceux militant pour une baisse des cotisations sociales ou un « allègement du coût du travail » s'ingénient à embrouiller les salariés en dévoyant la conception du financement de notre système de Sécurité sociale. Entre « cotisations des entreprises et celles des salariés », entre « salaire brut et salaire net », ceux voulant casser notre Sécu passent sous silence sa conception révolutionnaire mise en place par le Conseil national de la Résistance et le ministre communiste Ambroise Croizat. La réalité ? Les cotisations sociales sont une partie du salaire, donc du paiement de la force de travail, socialisée (ou différée) pour financer notre Sécu. S'il y a baisse des cotisations sociales, il y a vol d'une partie du salaire des travailleuses et des travailleurs. Les salariés devront se financer une protection sociale en fonction de leur salaire, soit des inégalités encore aggravées dans l'accès aux soins et à la santé.

Enfin, est en ligne de mire depuis 1945, la remise en cause, par le patronat et les forces à son service, de notre Sécu solidaire et universelle, mais aussi de notre système de retraite par répartition. Le patronat n'a jamais accepté cette conception révolutionnaire du financement de notre protection sociale qui, encore pour une large part, échappe aux lois du marché capitaliste et aux requins de la finance. Tout l'enjeu se joue. D'autre part, la Tva, qu'elle soit « sociale » ou autre, est l'impôt le plus injuste qu'il soit. Notre fédération, comme la Cgt, s'est toujours prononcée contre le principe même de la Tva, et en tout cas le moins sa suppression pour les produits alimentaires de première nécessité et un taux à 5,5 % sur les autres produits alimentaires. On touche là au cœur de l'affrontement de classe, l'urgence est à l'augmentation des salaires. Déjà cause des nombreuses luttes dans nos professions, elle sera au centre des revendications des salariés lors de la journée d'action du 15 septembre.

Mission locale de Mérignac : cinq syndicalistes entraînés en correctionnelle

La Mission Locale Technowest (Mérignac-33700) a déposé des plaintes au procureur pour diffamation par la Direction à l'encontre des 4 camarades élus du CSE et du camarade licencié en mai 2025. L'audience aura lieu le 24 septembre et la CGT appelle à un rassemblement de soutien³ à 14h00 devant le tribunal de Bordeaux. Il s'agira donc d'une journée d'action pour les libertés syndicales, la liberté d'opinion, la liberté d'expression et contre toutes les formes de répression et de discrimination syndicale.

La CGT : "estime qu'il s'agit d'une attaque frontale inédite contre l'organisation et rappelle les faits : " En janvier 2025, une liste CGT a été élue dès le premier tour. Elle est composée de 4 camarades : Loïc, Toyfia, Céline, Zülbiya.

Une situation sociale fortement dégradée depuis plusieurs années :

- des procédures disciplinaires et licenciements visant des militants CGT, dans un contexte reconnu comme potentiellement discriminatoire par l'Inspection du travail,
- une multiplication des sanctions et pressions individuelles, y compris dans des situations de droit d'alerte pour danger grave et imminent,
- une dégradation alarmante de la santé des salariés (arrêts maladie, accidents du travail reconnus)
- des atteintes répétées aux droits syndicaux et au fonctionnement du CSE (entraves, restrictions de communication, remise en cause des moyens des élus).

Dans un contexte plus large de restructurations, de sous-effectifs et de climat social délétère la Direction engage des procédures « baillons » visant nos militants CGT.

En effet, cela a commencé par la mise à pied conservatoire d'une candidate de la liste CGT et la convocation à un entretien préalable en vue d'un licenciement (4 jours avant le 1er tour des élections au CSE). Ce licenciement a été refusé par l'inspection du travail évoquant notamment un lien entre l'appartenance syndicale et la procédure de licenciement initiée par l'employeur. Malgré tout, les pressions ont continué et la Mission Locale a licencié un autre camarade, Guillaume (salarié non-protégé) en mai 2025."

Mauléon-Licharre (Pyrénées-Atlantique) :

Manifestation devant l'hôpital contre les suppressions de postes

Le 11 septembre 2026 à l'hôpital de Mauléon-Licharre. Une centaine de personnes a répondu à l'appel de la CGT : des salariés mais aussi des patients, des résidents et leurs familles qui dénoncent et refusent la suppression de quatre postes de soignants au sein de l'établissement de santé comptant 155 lits en EHPAD et 30 en médecine et soins de suite.

Haut-Rhin : mouvement social au sein du groupe A68 de transport sanitaire

Un mouvement social est en cours dans le groupe de transport sanitaire. Une journée de grève a notamment été organisée le jeudi 10 septembre. Les représentants des salariés dénoncent de mauvaises conditions de travail dans ce groupe rassemblant près de 400 collaborateurs sur cinq sites, à Mulhouse, Colmar, Burnhaupt-le-Bas, Vieux-Thann et Wittersdorf.

Marseille : halte à la dégradation du service postal

Depuis le 11 septembre 2026, un mouvement de grève touche les 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissement de Marseille, ce mouvement pourrait s'étendre à d'autres secteurs de la ville comme le 4^e et le 14^e arrondissement. Les syndicats dénoncent le projet de nouvelles tournées imaginé par la direction. Concrètement La Poste veut supprimer la moitié des tournées fixes, aujourd'hui assurées par des titulaires, et faire distribuer le courrier et les colis par des facteurs remplaçants et tournants. Si la Poste justifie ses nouvelles tournées par la baisse du volume courrier non contesté par les syndicats, ils font observer que les colis et les publicités à distribuer, assurent un volume équivalent et une charge de travail au moins identique pour chaque facteur.

Les retraités CGT de Paris soutiennent l'action du 29 septembre

Dans un tract, les retraités CGT de Paris appellent à soutenir l'action du 29 septembre de la fonction publique et engage les retraités à être présents dans les manifestations.

Dossiers ; Économie

Schneider Electric va fermer son usine de Chasseneuil-du-Poitou, 145 emplois menacés

La direction de l'usine Schneider Electric de Chasseneuil-du-Poitou a annoncé le 9 septembre la fermeture du site poitevin en mars 2028. Un plan social sera mis en place. Les 145 salariés pourront intégrer d'autres sites du groupe partout en France. un nouveau coup contre l'industrie en France. La direction entend regrouper sa production en Normandie sur un seul site.

Fermeture de sept agences bancaires du Crédit Agricole en Drôme et en Ardèche

La CGT a été informée en juillet par la direction du Crédit Agricole d'un projet de réorganisation, passant notamment par la disparition de 32 emplois dans les départements de la Drôme, de l'Ardèche, de l'Isère et du Rhône. Le projet prévoit également, selon la CGT la transformation de sept agences de Drôme et d'Ardèche en espaces de service.

Face à la hausse des prix du carburant, plus d'un Français sur quatre doit renoncer à de la nourriture ou des soins

Le Secours Populaire vient de publier avec Ipsos-bva son baromètre annuel sur la pauvreté en France⁴. Le résultat est accablant. Le baromètre met en lumière une précarité s'intensifiant et tout particulièrement pour les groupes les plus vulnérables, selon les résultats : " Environ un Français sur quatre déclare être en situation précaire, une hausse de 6 points par rapport à 2025." Les privations s'intensifient: " 73% des parents déclarent devoir se priver de sorties et loisirs en famille en raison de leur situation financière difficile, contre 64% l'année précédente." L'emploi et la crise énergétique sont au cœur de cette dégradation ainsi : " Les Français ont de plus en plus le sentiment d'un accès dégradé à l'emploi (66%), à la santé (52%) et au logement (50%) par rapport à la génération précédente. Dans un contexte où la crise pétrolière s'intensifie, 73% estiment aussi que l'accès à une énergie bon marché s'est détérioré." Cette situation a un impact direct sur la santé.

En conclusion, le baromètre de la pauvreté et de la précarité de 2026 brosse un portrait préoccupant de la société française. Sur de nombreux indicateurs, la situation se dégrade malgré quelques légères embellies, creusant des inégalités déjà présentes. La pauvreté demeure une réalité vécue par de nombreux Français, une tendance ne semblant pas s'améliorer.

Grenoble, 800 étudiants ont fait la queue pour une distribution alimentaire

Une nouvelle illustration de la génération précarité. Pour la rentrée scolaire 2026, le coût de la vie étudiante a augmenté de 1,66 % cette année, et de 35 % depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, selon le syndicat étudiant Unef. A Grenoble, lors des deux premières distributions alimentaires organisées par le syndicat Coordination étudiante et de l'association Génération Précarité, 600 et 800 étudiants sont venus récupérer de quoi se nourrir.

Loiret : l'imprimerie Maury en redressement judiciaire

Maury Imprimeur, installé à Manchecourt, dans le nord du Loiret, a demandé ce lundi 14 septembre son placement en redressement judiciaire. A l'appel de la CGT, une vingtaine de salariés ont débrayé devant les grilles de l'usine exprimant leurs inquiétudes. Faute de trésorerie, Maury Imprimeur n'a versé que la moitié du

salaires du mois d'août. selon ICI⁵ : La CGT, organisait ce premier débrayage ce lundi, elle dénonce également la pression mise par la DRH et les cadres sur les salariés. *"Dès le mois d'août, la direction a demandé aux syndicats de rester discrets sur la situation, pour l'image du groupe, pour les relations avec les clients. Moi, au contraire, je leur dis de se mobiliser pour déjà être payés de leur travail en août. Les salariés ne sont pas une variable d'ajustement"*, insiste Pascal Sudre. Le syndicat envisage de diffuser un tract dans les prochains jours à l'usine et un autre débrayage pourrait être organisé."

Agriculture : l'exploitation patronale tue

La FNAF-CGT dans un communiqué du 10 septembre met les choses au point sur l'exploitation patronale dans l'agriculture.

"En mars dernier, le patronat agricole vantait un accord de branche sur les conditions de travail que la Cgt n'a pas signé. Un accord constitué de vœux pieux, vide d'obligations pour les patrons. Ils peuvent tenter de redorer leur blason, mais « les faits sont têtus ». Les morts et accidents du travail se multiplient. Les ouvrières et ouvriers agricoles, les invisibles des temps modernes, subissent des conditions de travail et d'accueil désastreuses. Chaque année, les périodes de grands travaux, par exemple de vendanges, voient s'accumuler sur l'ensemble du territoire des demandes de dérogation au temps de travail pour faire « suer le burnous » dans les champs 70 heures par semaine. Au logement pour réduire le nombre de mètres carrés et de sanitaires disponibles par travailleur. Les saisonniers sont entassés dans des logements insalubres, quand ce n'est pas sous tente ou abri de fortune. Et sous une canicule à tout cuire, aucune disposition pour garantir la santé et la sécurité n'est imposée aux patrons. Les vendanges ont été encore meurtrières. Les morts et les accidentés dans le champagne, le beaujolais, en Alsace ou dans le midi viticole, ne sont pas « la faute à pas de chance ». Ce n'est pas normal que les retraités soient dans l'obligation de travailler pour boucler les fins de mois. Ce n'est pas normal que les saisonniers n'aient jamais de visites médicales du travail. Ce n'est pas normal de déplacer des salariés dans une remorque tirée par un tracteur. Ce n'est pas normal de se faire percuter par un engin... Les morts en agriculture sont considérés comme des dommages collatéraux dans la recherche de profits. Aux ouvriers agricoles s'ajoutent les stagiaires et apprentis perdant la vie sur les exploitations au lieu d'être formés. Dans la Drôme, un jeune de 15 ans est mort blessé par une tronçonneuse. Dans le Vaucluse, un apprenti de 18 ans est mort dans une pépinière après une manœuvre de déchargement. Dans le Maine et Loire, de nouveau un apprenti de 16 ans est décédé écrasé par un engin. Encore et encore...

Les cas de traite d'êtres humains et les réseaux mafieux pullulent. Les procès contre Terra Fecundis d'il y a peu n'étaient que l'arbre cachant les trafics de toutes sortes confinant à l'esclavage. Ces mafias existent parce que le patronat agricole en est demandeur. En octobre prochain, s'ouvre de nouveau un procès dans le Gard, où des travailleurs marocains ont subi une extorsion financière afin de pouvoir travailler. Logés dans des conditions insalubres, ils ont subi des menaces et violences répétées. La fédération se porte une nouvelle fois partie civile. Pourtant les donneurs d'ordre, comme dans le champagne pour la traite d'êtres humains de 60 vendangeurs, passent entre les mailles du filet régulièrement.

Le secteur est une zone de non droit. Certains vont même jusqu'à proposer, patronat en tête, d'établir des labels ou autres certifications pour respecter le droit du travail et le respect de la vie humaine. A quand l'Ordre national du Mérite pour seulement respecter le code du Travail ou les conventions collective

Rapport annuel 2025 de l'Assurance Maladie – Risques Professionnels 1 331 morts, des arrêts en hausse, des maladies psychiques explosent

A Propos de ce rapport, la CGT publie un communiqué de presse⁶ révélant une augmentation du nombre de déclarations d'arrêts de travail en 2025 et le nombre de décès et maladies professionnelles. Les maladies psychiques sont la cause de plus en plus d'arrêt du travail à mettre en lien avec le contexte de stress, de harcèlement ou d'épuisement. Par rapport à 2020, le chiffre a doublé, passant à 2000 cas en 2025. Certains publics notamment les jeunes salariés, les publics salariés de plus de 50 ans et les femmes salariées sont plus exposés que les autres aux risques liés au travail. Des chiffres ne nous rassurant pas sur l'avenir du travail de plus en plus délétère pour les travailleurs.

Évaluations PISA du niveau des élèves : une forte interrogation sur les niveaux de compréhension

La parution des résultats des évaluations Pisa chez les élèves de 15 ans indique un fléchissement certain du niveau des élèves quoi que l'on pense des conditions de création de ces tests, de ce qu'ils mesurent réellement et des objectifs réels qu'ils cherchent à promouvoir. Depuis 2018, date où la France avait rejoint la moyenne des résultats de l'OCDE, le décrochage se poursuit tant dans le domaine de la compréhension de l'écrit que celui des mathématiques, les sciences échappant à ce phénomène, la baisse de résultats dans ce domaine suivant peu ou prou celle des autres pays. Selon les déclarations aux Échos d'Éric Charbonnier, expert chargé de l'éducation auprès de l'OCDE, « la France a perdu 44 points entre 2015 et 2025 en compréhension de l'écrit, soit deux

années d'apprentissage ». Un résultat qui cache une profonde disparité entre les filles et les garçons, ces derniers étant encore plus impactés par cette chute. En mathématiques, plus d'un tiers des élèves est en grande difficulté (36% des élèves contre 33% dans le domaine de la compréhension de l'écrit). Les élèves de seconde professionnelle sont les plus touchés par cette baisse de niveau, le résultat de ces derniers approchant ceux du Mexique ou de la Colombie. Mais ce qui semble inquiéter le plus c'est que les élèves les plus performants le sont moins qu'avant. Une inquiétude renforcée par les chiffres : En mathématiques et en compréhension de l'écrit, ils ne sont plus que 5% en 2025 (contre respectivement 11% et 13% 10 ans plus tôt). Pourtant, dans un monde de plus en plus complexe qui nécessite une solide formation littéraire, critique, scientifique et technique, les gouvernements successifs, à coups de réformes délétères, décident de détruire l'éducation de nos enfants, transférant les moyens de l'éducation vers les intérêts particuliers de celles et ceux qui détiennent les grands moyens de production.

International ; Solidarité internationaliste

Airbus Espagne : une grève historique



Malgré les menaces de délocaliser une partie de la production, l'aide du gouvernement espagnol pour diviser la grève, la mobilisation continue : « Ça ne s'arrête pas » !

Le 12 septembre, les travailleurs d'Airbus Espagne avec les syndicats CGT, ÚTIL soutiennent les grévistes depuis le début de leur lutte et ont appelé à une marche depuis l'usine d'Airbus à Getafe jusqu'au ministère de l'Industrie, à Madrid. Tous les sites d'Airbus Espagne ont participé à la manifestation ayant rassemblé plus de 8.000 manifestants avec la présence de la section syndicale de l'UGT, alors que la direction de l'État de ce syndicat n'a pas appelé à manifester et a validé la mise en pause de la grève dès le 9 septembre. Des travailleurs d'Airbus manifestent à Madrid contre le préaccord et exigent une négociation réelle permettant entre autres de garantir la récupération du pouvoir d'achat liée à l'IPC réel.

La manifestation a été marquée par la présence de nombreux secteurs en lutte: les éducateurs de jeunes enfants, des travailleurs du secteur social, le syndicat Co.bas (syndicat des commissions de Base) du secteur logistique, le mouvement Contracorriente, un groupe de jeunes soutenant depuis le début la lutte contre Airbus un des piliers du réarmement impérialiste européen

L'ensemble des interventions convergeaient : l'union des luttes donne plus de pouvoir à toute les luttes, tous ont appelé à une coordination des luttes entre secteurs allant jusqu'à la grève générale.

Le déclencheur de cette manifestation est l'accord préalable conclu entre la direction d'Airbus, G. Faury et du président d'Airbus Espagne, du ministre de l'Industrie et de l'Énergie d'Espagne, J. Hereu, et les syndicats CCOO, ATP et SIPA. Réunion, à laquelle l'UGT a participé, alors que les deux organisations composant le comité de grève, la CGT et l'ÚTIL, ont été exclues.

L'intervention du ministre de l'Industrie et de l'Énergie comme médiateur est révélatrice de la connivence du gouvernement, avec la direction d'Airbus et des syndicats pro patronat, de briser la grève avec un accord au rabais.

Ce que présente Airbus, le ministère et les dirigeants syndicaux comme une clôture du conflit est, en réalité, un ensemble de promesses, sans garanties et ne concerne aucune des exigences des travailleurs,

De nombreux aspects ne sont pas résolus, ni la cantine, ni la mobilité, ni le système de contrôle de l'absentéisme qui remplacera le facteur Bradford contesté n'offrent de garanties fermes. Et le paiement de 2 000 euros bruts pour le report de l'IPC n'atteindra, seulement ceux déjà embauchés le jour du référendum.

Rien sur les sous-traitants. Le préaccord concerne uniquement la main-d'œuvre directe d'Airbus, excluant les sous-traitants, à l'usine de Getafe, ils représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre réelle. Une des revendications des travailleurs et des syndicats en lutte est la suppression de la double échelle des salaires entre personnel direct et sous-traitants, qu'Airbus utilise pour opposer une partie de la classe ouvrière contre une autre.

Le gouvernement, la direction d'Airbus et les directions syndicales signataires ont fixé la date du référendum contraignant au 24 et 25 septembre, les travailleurs devront décider s'ils soutiennent l'accord de principe conclu.

Le référendum sera soumis au vote de l'ensemble des salariés ceux s'opposant à la grève comme ceux ayant tenu pendant plusieurs semaines des piquets de grève. C'est la « démocratie » qu'Airbus, le ministère et les dirigeants syndicaux veulent imposer !

Depuis le début des luttes la position des salariés et des syndicats qui les ont soutenus est clair : Les travailleurs exigeant tout accord négocié avec le comité de grève et approuvé par les assemblées ouvrières. Les travailleurs eux seuls décident, lors de leurs assemblées et avec toutes les informations.

Les positions du gouvernement, de la direction d'Airbus et des directions syndicales sont antagoniques avec celles des travailleurs grévistes et des syndicats CGT et ÚTIL. La lutte n'est pas terminée « Ça ne s'arrête pas » La grève des salariés d'Airbus est exemplaire pour avoir transformé l'assemblée en « outil souverain » de la lutte. Cette grève historique dans le groupe Airbus est un exemple à suivre par-delà les frontières.

Belgique : les recteurs des grandes universités se disent « consternés » par le refus d'accueillir 13 étudiants de Gaza

Dans un communiqué lundi, dix recteurs et rectrices ont dénoncé le " *marchandage politique indigne* " dont ces étudiants, ayant pourtant obtenu des bourses d'études, se retrouvent à leurs yeux les victimes. Les recteurs des grandes universités de Belgique se sont dits lundi 14 septembre " *consternés* " par le refus du gouvernement d'accueillir 13 Palestiniens de Gaza, ayant pourtant obtenu des bourses d'études.

Helsinki : réunion des secteurs de la construction navale et du démantèlement des navires

Les syndicats des secteurs de la construction navale et du démantèlement des navires se sont réunis à Helsinki le 2 septembre afin de coordonner une stratégie internationale commune. Dans ce contexte, l'industrie de la construction navale a connu une croissance d'environ 27 % depuis 2021, portée à la fois par le commerce mondial et par une forte augmentation des investissements militaires. La Chine représente environ 60 % du marché mondial en tonnage brut compensé. Parallèlement, les États et les groupements industriels organisent de plus en plus leur production au-delà des frontières nationales grâce à des collaborations telles l'AUKUS, l'accord ICE américano-canadien-finlandais et divers projets bilatéraux de construction navale et de défense. La conclusion des syndicats est donc sans équivoque : si le capital coordonne les investissements, les technologies et les chaînes de production à l'échelle internationale, les travailleurs ne peuvent réagir par le biais d'accords locaux isolés. L'industrie de la construction navale présente également une contradiction conférant aux travailleurs un pouvoir potentiel important. Les entreprises font état d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée tout en étant dépendantes de la sous-traitance et de la main-d'œuvre migrante. Lorsque, les soudeurs, les concepteurs et autres spécialistes sont difficiles à remplacer, leur pouvoir de négociation s'en trouve renforcé, à condition toutefois que cette pénurie soit gérée collectivement. Dans le cas contraire, cette même situation peut servir à importer de la main-d'œuvre à des conditions moins avantageuses et à dresser différents groupes les uns contre les autres. C'est pourquoi les syndicats exigent l'égalité des droits syndicaux et la protection des travailleurs migrants, et des conditions minimales communes avant même le lancement de grands projets internationaux. Il s'agit d'une tentative pour empêcher que la chaîne de production mondiale ne se transforme simultanément en une concurrence salariale mondiale entre les travailleurs. La production croissante de navires militaires doit également être analysée sous cet angle. Les armements alimentent les carnets de commandes et créent des emplois, mais rendent simultanément l'industrie de plus en plus dépendante des budgets de défense des États et de la rivalité impérialiste. Les travailleurs sont employés grâce à une production destinée, en fin de compte, à la guerre, tandis que ces mêmes États compriment les salaires et la protection sociale pour financer ces commandes. A la base de la chaîne, on trouve également les ouvriers démantelant les navires construits des décennies auparavant. En Inde, le taux d'organisation des chantiers navals d'Alang-Sosiya a dépassé les 70 %, ceci a permis d'améliorer la sécurité et de créer des emplois formels. Mais nombre de ces personnes chargées du tri et du recyclage des matériaux après le démantèlement sont des femmes ne bénéficiant toujours d'aucun statut officiel ni d'aucune protection sociale. Le Bangladesh illustre à quel point le fossé entre certification et contrôle réel peut être mortel. Neuf ouvriers sont morts intoxiqués par des gaz toxiques dans un chantier naval de Chattogram le 14 août, malgré les certifications attestant du respect des normes internationales. Pour un ouvrier, un certificat ne vaut rien si la production se déroule dans des conditions potentiellement mortelles. La coordination syndicale internationale n'est donc pas un simple exercice de solidarité symbolique. Le capital, les États et les chaînes d'approvisionnement de la construction navale sont déjà internationaux. Si les travailleurs veulent défendre leurs salaires, leurs conditions de travail et leur maîtrise des évolutions technologiques, leur organisation doit s'étendre au-delà des frontières. Là où le capital organise la production à l'échelle mondiale, la classe ouvrière doit elle aussi organiser sa résistance à l'échelle mondiale.

Rubio indésirable en Amérique latine : les partis communistes péruviens dénoncent la visite du secrétaire d'État américain

Des organisations de gauche et anti-impérialistes sont descendues dans les rues de Lima cette semaine protestant contre la visite au Pérou du secrétaire d'État américain Marco Rubio, dénonçant l'ingérence de Washington dans le pays ainsi que ses efforts pour renforcer l'influence politique et militaire des États-Unis en Amérique latine.

Ces manifestations ont coïncidé avec l'arrivée de Rubio à Lima le 9 septembre, après des étapes en Colombie et en Équateur. Les manifestants ont défilé dans la capitale péruvienne en brandissant des banderoles et des drapeaux, tout en scandant des slogans tels que " Yankees, hors du Pérou ! ", " Marco Rubio, hors du Pérou ! " et " Non au Bouclier des Amériques ! ". La mobilisation a également exprimé sa solidarité avec la Palestine et d'autres peuples confrontés à l'agression impérialiste. La visite de Rubio intervenait alors que le gouvernement de la présidente Keiko Fujimori s'apprêtait à intégrer le Pérou au " Bouclier des Amériques ", une initiative de sécurité régionale promue par l'administration Trump sous couvert de lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue. Washington a également cherché ouvertement à contrer l'influence économique croissante de la Chine au Pérou et dans toute l'Amérique latine. Le Parti communiste du Pérou – Patrie rouge figurait parmi les forces mobilisées contre la présence de Rubio. En amont de la manifestation, le parti a appelé les travailleurs, les étudiants, les intellectuels et la population dans son ensemble à rejeter cette visite, dénonçant en Rubio l'un des architectes du blocus américain contre Cuba ainsi qu'un partisan d'Israël et de l'agression militaire contre l'Iran. Le Parti communiste péruvien (PCP) a également condamné fermement la présence de Rubio, qualifiant cette visite d'expression de la politique " L'Amérique d'abord " de l'administration Trump, et une résurgence de la doctrine Monroe et du néo-monroïsme.

Chine, Russie et Asie Centrale

Le sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai a eu lieu, se sont retrouvées dans la capitale du Kirghizstan toutes les personnalités politiques de la région pour discuter à la fois de leurs alliances et du futur de la région. On a pu y voir entre autres Narendra Modi, Vladimir Poutine et Xi Jinping se vantant de n'avoir manqué aucun sommet depuis son arrivée au pouvoir en 2012.

Cette assiduité est notamment importante car elle prouve l'intérêt de la Chine pour les pays de la région. En effet, depuis le début de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, la Chine utilise la « perte de vitesse » diplomatique ainsi qu'économique de la Russie pour renforcer sa présence en Asie centrale. La Russie a longtemps considérée l'Asie centrale comme son domaine diplomatique de prédilection, et se voit récemment entrer en compétition avec la Chine dans des segments qu'elle considérait comme « chasse gardée ». Pékin s'érige notamment de plus en plus comme le « garant de la sécurité » de l'Asie centrale ce qui était traditionnellement le rôle de la Russie, entres autres par l'essor du commerce avec les pays de la région (les recettes ont dépassé en 2025 la barre des 100 milliards de dollars).

La Chine exporte à la fois des armes vers l'Asie centrale et en même temps les techniques de ses armées. En effet, Pékin entraîne une partie des forces armées des pays de la région (par exemple le Kirghizstan) et les introduit à ses modèles de sécurité notamment sur le contrôle de l'information, ...

En plus de tout cela, la Chine met également en place de plus en plus de modèles bilatéraux avec l'Asie centrale (entres autres les nouvelles routes de la soie), et a commencé la création d'un réseau ferré entre le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et son propre territoire, renforçant donc son accès aux pays de la région tout en s'inscrivant dans les défis de création d'infrastructure de la région.

Malgré tout, la Russie n'est pas complètement laissée à l'abandon, l'omniprésence de la langue Russe, ses réseaux préexistants et la mémoire de l'Union Soviétique entre autres lui permet de garder un poids important pour les pays d'Asie centrale.

Jamie Dimon, dirigeant de la banque d'affaires JPMorgan Chase, : la puissance du dollar est corrélée à la puissance militaire américaine

Le dollar est la principale monnaie de réserve dans le monde. Sa position de monnaie dominante octroie plusieurs avantages à l'économie américaine, notamment dans le financement de sa dette.

Pour le moment, le dollar n'est vraiment pas sur le point de perdre sa place dominante. Plusieurs banques centrales ont certes diversifié leur réserve en y intégrant d'autres devises et de l'or mais le dollar reste majoritaire partout.

D'autres signaux inquiètent néanmoins Dimon et sa banque : les manquements des chaînes d'approvisionnement (ceci a un impact sur la production d'armement) et la dépendance des Etats-Unis envers d'autres pays concernant les terres rares et certains aciers.

Des fragilités qui à terme pourraient avoir un impact sur la puissance militaire et donc in fine sur la puissance économique et la celle du dollar.

Car si la puissance militaire garantit la stabilité et donc la confiance des investisseurs étrangers, de façon encore plus évidente (même si les analystes et autres commentateurs des propos de Dimon ne semblent pas vouloir l'exprimer) elle donne la possibilité d'imposer au reste du monde des mesures en faveur de l'économie américaine.

[1](https://www.cheminotcgt.fr/dossiers/conditions_sociales/29-septembre-nouvelle-mobilisation-pour-nos-salaires/) https://www.cheminotcgt.fr/dossiers/conditions_sociales/29-septembre-nouvelle-mobilisation-pour-nos-salaires/
[2](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/4105-la-justice-confirme-la-demande-de-reintegration-du-syndicaliste-timothee-esprit) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/4105-la-justice-confirme-la-demande-de-reintegration-du-syndicaliste-timothee-esprit>
[3](https://orgasociaux.cgt.fr/mediatheque/appele-cef-fnpos-cgt-des-8-et-9-septembre-2026/) <https://orgasociaux.cgt.fr/mediatheque/appele-cef-fnpos-cgt-des-8-et-9-septembre-2026/>
[4](https://www.ipsos.com/fr-fr/barometre-pauvrete-precarite-france-2026-secours-populaire) <https://www.ipsos.com/fr-fr/barometre-pauvrete-precarite-france-2026-secours-populaire>
[5](https://www.ici.fr/centre-val-de-loire/loiret-45/on-pouvait-malheureusement-s-y-attendre-le-groupe-loiretain-maury-imprimeur-place-en-redressement-judiciaire-8899104) <https://www.ici.fr/centre-val-de-loire/loiret-45/on-pouvait-malheureusement-s-y-attendre-le-groupe-loiretain-maury-imprimeur-place-en-redressement-judiciaire-8899104>
[6](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2026-09/20261009-CPCGT-risquesprofessionnels.pdf) <https://www.cgt.fr/sites/default/files/2026-09/20261009-CPCGT-risquesprofessionnels.pdf>

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél:

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource

que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement